

Bulletin du FMI

CONFÉRENCE SUR L'AFRIQUE

Le FMI s'engage à aider l'Afrique à surmonter la crise mondiale

Bulletin du FMI en ligne

Le 10 mars 2009

- Strauss-Kahn offre d'être la voix de l'Afrique dans les discussions sur la crise mondiale
- L'Afrique devrait être durement touchée par la récession économique et la forte contraction du commerce
- Le monde face à une «Grande récession» et à une croissance négative

Le FMI s'engage à aider l'Afrique à surmonter la crise mondiale en augmentant ses financements et son assistance technique, et offre d'être la voix de l'Afrique lors du prochain Sommet des principaux pays industrialisés et marchés émergents prévu à Londres pour convenir des ripostes à opposer à la contraction mondiale du commerce et de l'activité économique.

Ouvrant une [conférence de deux jours](#) qui réunit des responsables financiers africains, des dirigeants d'entreprise et des universitaires à Dar es Salaam (Tanzanie), le Directeur général du FMI, M. Dominique [Strauss-Kahn, a déclaré](#) que cette réunion se tenait à un tournant historique, alors que le monde fait face à ce qu'il a appelé une « Grande récession ».

«Le FMI s'attend à ce que la croissance mondiale ralentisse pour s'établir au-dessous de zéro cette année; la plupart d'entre nous, je pense, n'ont jamais connu une telle situation. La poursuite du processus de réduction de l'effet de levier dans les établissements financiers de par le monde, conjuguée à l'effondrement de la confiance des consommateurs et des entreprises, affaiblit partout la demande intérieure. Le repli du commerce mondial se poursuit à un rythme alarmant, et les prix des produits de base se sont effondrés», a-t-il expliqué devant les délégués réunis pour la séance d'ouverture, auxquels s'est aussi adressé le Président tanzanien, M. Jakaya Kikwete.

«Même si la crise a été longue à atteindre les rivages africains, nous savons tous qu'elle arrive — et que son impact sera considérable. Cette «troisième vague» de la crise, qui frappe à présent les pays à faible revenu, ralentira la croissance économique, mettra à mal les budgets et fragilisera les comptes extérieurs. J'ajoute que la menace n'est pas seulement économique : il existe un risque réel que des millions de personnes retombent dans la pauvreté», a déclaré M. Strauss-Kahn dans son allocution.

Le Président Kikwete a rappelé que la crise menace de compromettre, voire d'annuler totalement les avancées socio-économiques réalisées par l'Afrique durant les dernières décennies.

Figuraient parmi les intervenants à la conférence des 10 et 11 mars MM. Benno Ndulu, Gouverneur de la Banque de Tanzanie ; Trevor Manuel, Ministre des finances d'Afrique du Sud; Youssef Boutros-Ghali, Ministre des finances d'Égypte ; Yuan Chen, Président de la Banque chinoise de développement ; Jeffrey Sachs, professeur à l'Université Columbia ; Angel Gurría, Secrétaire général de l'Organisation de coopération et de développement économiques, et Kofi Annan, ancien Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Contribution au G-20

La conférence a lieu avant la réunion du Groupe des Vingt (G-20) principaux pays industrialisés et marchés émergents prévue à Londres le 2 avril prochain, qui s'appliquera à donner suite au programme d'action convenu en novembre dernier à Washington pour enrayer le processus de chute libre de l'économie mondiale.

M. Strauss-Kahn s'est dit encouragé par le fait que le G-20 a décidé de jouer un rôle de premier plan dans la recherche d'une solution globale face à cette crise financière mondiale, mais préoccupé toutefois que le groupe ne soit pas vraiment à l'écoute de l'Afrique, ou des pays à faible revenu plus généralement.

«Il me semble donc que cette conférence offre aux pays africains un excellent tremplin pour faire passer des messages de la plus haute importance à l'intention du sommet des dirigeants du G-20 qui se tiendra à Londres le mois prochain. En cette occasion, le FMI peut se faire votre porte-parole», a-t-il ajouté.

Kofi Annan, qui a pris lui aussi la parole [en séance plénière](#), a demandé instamment que l'Afrique soit pleinement représentée lors des discussions sur la réforme de l'architecture financière mondiale, et participe notamment aux négociations sur la régulation du système financier international. «Il ne suffit pas d'être les invités occasionnels des réunions de ces clubs très fermés», a-t-il estimé.

L'exemple tanzanien

M. Strauss-Kahn a déclaré que la Tanzanie offre un bon exemple de réussite africaine. «Il y a 25 ans, son économie était au plus mal, affligée de pénuries chroniques et d'une inflation débridée. Aujourd'hui, elle offre un visage radicalement différent : l'inflation est jugulée et la croissance a été en moyenne de 7 % par an depuis 2000, ce qui a entraîné une progression de 50 % du revenu réel par habitant».

«La MKUKUTA, stratégie de développement conçue par le pays lui-même, est au cœur de cette réussite. C'est elle qui a ancré l'engagement de la nation en faveur de la stabilité économique. C'est elle aussi qui a canalisé un appui important des bailleurs de fonds et attiré l'investissement direct étranger, qui a atteint 4 % du PIB par an».

Ce message a aussi été relayé par le Président Kikwete, qui a déclaré dans son [allocution d'ouverture](#) que l'onde de choc de la crise dépasse les frontières des nations qui en sont responsables. «Il est donc important de reconnaître que la question de la création de

mécanismes efficaces de surveillance des systèmes de financiers internationaux et nationaux concerne le monde entier. Elle est du plus grand intérêt pour nous aussi, en Afrique, même si nous sommes pauvres».

Le Président tanzanien a estimé que la mission de surveillance des économies confiée au FMI devrait être renforcée. «L'impartialité dans l'exercice de ce rôle est essentielle. Aucun pays ne devrait être intouchable quand il s'agit d'irrégularités financières et d'absence de réglementation efficace, car les conséquences de ces situations affectent chacun de nous».

Attention aux troubles civils

M. Strauss-Kahn a fait valoir que la voix de pauvres, qui seront les plus durement touchés par la crise, doit être entendue. «Nous devons nous assurer que l'Afrique n'est pas laissée pour compte. Il ne s'agit pas seulement de protéger la croissance économique et le revenu des ménages — il s'agit aussi de contenir la menace de troubles civils, voire de conflits. Ce qui est en jeu, ici, ce sont les populations et leur avenir», a-t-il déclaré.

Dans [une analyse](#) rendue publique avant la conférence, le FMI a précisé que la croissance économique de l'Afrique subsaharienne devrait ralentir pour s'établir à 3¼ % en 2009, contre 5 % en 2008 — moitié moins que ce à quoi l'on s'attendait il y a un an.

M. Strauss-Kahn a rappelé qu'alors que la croissance est presque partout au point mort, la demande de produits africains est en chute libre. Les recettes du tourisme vont probablement diminuer elles aussi, car les consommateurs à travers le monde se serrent la ceinture, et les financements commerciaux et les flux d'investissements se raréfient.

Un besoin de financements accrus

Si certains pays africains sont aujourd'hui dans une bien meilleure posture qu'ils ne l'ont été pendant de nombreuses années, beaucoup d'économies de la région auront besoin d'un surcroît considérable de financements concessionnels pour surmonter cette crise. D'après les projections du FMI, 22 des pays à faible revenu les plus vulnérables — dont beaucoup sont situés en Afrique — auront besoin d'au moins 25 milliards de dollars de financements concessionnels supplémentaires rien que cette année pour maintenir leurs réserves de change à un niveau sûr. Si la situation économique et financière mondiale continue de se détériorer, les besoins de financement seront considérablement plus élevés.

M. Strauss-Kahn a appelé la communauté internationale à la fois à aider l'Afrique et à rejeter le protectionnisme, qui pourrait être préjudiciable au continent. Le FMI, a-t-il dit, agira sans attendre pour fournir aux pays membres africains les ressources financières dont ils ont besoin. L'année dernière, nous nous sommes mobilisés rapidement pour venir en aide aux pays touchés par la flambée des prix des produits alimentaires et des carburants. Nous avons conclu 15 nouveaux accords de financement avec des pays membres africains en 2008 — contre 4 seulement en 2007— et augmenté les ressources disponibles au titre des 8 accords déjà en vigueur.

M. Annan, ancien Secrétaire général de l'ONU, a déclaré que l'Afrique pourrait jouer un rôle dans la résolution de la crise, à condition d'être incluse dans un plan de relance mondial qui créerait des emplois et favoriserait l'activité économique. Mais les pays africains doivent bénéficier d'une augmentation très sensible des prêts concessionnels et des soutiens financiers temporaires pour pouvoir faire face. Les milliers de milliards de dollars qui ont pu être mobilisés pour sauver les entreprises et stimuler l'activité dans les pays avancés discréditent la thèse selon laquelle on ne pouvait pas trouver l'argent nécessaire pour combattre la pauvreté.

Doubler les ressources concessionnelles

Strauss-Kahn a indiqué qu'il s'est fixé comme objectif pour l'avenir de doubler, au moins, les ressources dont le FMI dispose afin d'accorder des prêts concessionnels. «Pour cela, je demande instamment aux pays partenaires de m'apporter leur soutien, afin que l'Afrique puisse recevoir dès que possible des ressources additionnelles. J'espère que nous nous rapprocherons sensiblement de ce but à brève échéance», a-t-il ajouté.

Le FMI réfléchit aux moyens d'améliorer l'octroi de financements à court terme aux pays qui en ont un besoin immédiat. Il envisage de relever les plafonds d'accès, qui sont devenus de plus en plus contraignants, et s'efforce aussi de rationaliser la conditionnalité et de mieux l'adapter à la situation particulière de chaque pays.

Enfin, l'accent est mis sur l'internalisation au FMI. «Il faut en particulier mettre en œuvre les accords récemment conclus en vue du rééquilibrage des quotes-parts, et fixer le calendrier de la prochaine phase de la réforme de ces quotes-parts. J'espère fermement que nous serons en mesure de faire et l'un et l'autre cette année, ce qui aura pour heureuse conséquence de permettre aux pays africains d'avoir davantage voix au chapitre», a conclu M. Strauss-Kahn.

Si vous souhaitez réagir à cet article, écrivez à : imfsurvey@imf.org

Traduction d'un article paru dans *IMF Survey magazine* : www.imf.org/imfsurvey